Victor Marquet

LA SAUVEGARDE DU PORT D'ANVERS

L'importance du port d'Anvers n'avait évidemment pas échappé aux stratégies alliées. Le commandant en chef allié en Europe s'en explique lorsqu'il cite les cinq raisons qui l'ont amené à choisir d'attaquer, une fois sur le continent, en direction du nord-est (1) : « Une troisième raison qui militait en faveur d'une poussée vers le nord-est était le besoin impérieux que nous avions du grand port d'Anvers lequel nous était absolument indispensable pour pouvoir effectuer une pénétration profonde et puissante sur le sol ennemi ».

Dans cette optique, il est certain que la remise aux troupes alliées d'installations portuaires intactes était d'une valeur inestimable. Leur souci à cet égard se traduit par les directives données aux services secrets britanniques dès la mi-1943 en vue de la *counterscorching* des installations portuaires, directives que ces derniers vont transmettre début septembre à leurs homologues belges. Mais c'est sur le terrain, à Anvers même, que seront prises les mesures qui, le moment venu, permettront d'assurer la sauvegarde des installations portuaires.

Cette opération est un bel exemple de collaboration non seulement entre les Alliés et la Résistance, mais aussi et surtout au sein des organisations représentées à Anvers. Elle s'insère dans le contexte plus large des durs combats menés à Anvers, dans sa périphérie et à l'embouchure de l'Escaut qui permettront, le 28 novembre 1944, au premier convoi allié d'entrer dans le port.

Notre ambition n'est pas de relater par le menu l'ensemble de ces opérations. Nous nous attacherons principalement à celles qui ont conduit à la sauvegarde des installations puis, nous montrerons comment l'acquis fut préservé et remis en état, comment, enfin, le port fut rendu accessible. On peut distinguer quatre étapes dans ce processus :

(1) D.D. EISENHOWER, *Les opérations en Europe des Forces expéditionnaires alliées. 6 juin 1944-8 mai 1945*, Paris, 1948, p. 155.

- Une première mission exécutée à l'automne 1943; elle n'était pas, explicitement du moins, liée à l'opération elle-même, mais ses conséquences auront une influence sur le déroulement des opérations, notamment sur certains choix qui seront faits.
- Le processus qui, à Londres, va amener les autorités à prendre la décision d'assurer le *counterscorching* et, en conséquence, d'envoyer une mission en Belgique.
- La mission d'un agent secret sur le terrain.
- Les mesures d'exécution.

Ceci constitue, en quelque sorte, le plan de l'ouvrage.

Les sources disponibles comportent :

- les documents des services britanniques et belges de Londres;
- les rapports de fin de mission des deux agents André Wendelen et Philippe de Liedekerke;
- les relations des responsables de l'Armée Secrète à Anvers et de l'état-major de Bruxelles;
- le rapport du général von Stolberg, commandant des troupes allemandes à Anvers;
- quelques interviews et correspondances d'acteurs britanniques;
- certains dossiers personnels déposés à l'UFAS;
- le Fonds Libération d'Anvers au Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM).

1. LES SERVICES BRITANNIQUES ET BELGES

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de faire connaissance avec les services tant britanniques que belges qui étaient chargés de mener l'action clandestine. Il en sera souvent question dans les pages qui suivent.

Du côté britannique, deux nous intéressent plus particulièrement. Le *Special Operations Executive* (SOE) conduit la lutte armée dans tous les pays occupés par les ennemis de la Grande-Bretagne. Le *Political Warfare Executive* (PWE) se charge de la propagande.

Lors de la débâcle de juin 1940, le ministre de l'*Economic Warfare*, Hugh Dalton, fut chargé de créer un service qui s'occuperait de l'action subversive dans les pays occupés. Trois organisations en rapport avec ce problème avaient vu le jour dès 1938. La première était une section du *War Office* chargée d'étudier les techniques de l'action subversive; la deuxième, appelée section D, détachée du *Special Intelligence Service* (SIS) s'occupait plus activement de la lutte clandestine armée; la troisième enfin, connue sous le sigle EH, émanation du département de la propagande au *Foreign Office*, se chargeait de promouvoir la propagande dans les pays ennemis. Hugh Dalton réalisa, en juillet 1940, la fusion de ces trois organismes; le SOE était créé. En août 1941, la section EH s'en détacha pour devenir le *Political Warfare Executive* (PWE).

Après les tâtonnements du début, l'organisation du SOE prend corps en 1942 sous la direction du brigadier général Colin Gubbins. Le SOE dépend directement du *Chief Imperial General Staff* et est en relation avec le *Joint Planning Staff*. Des modifications dans l'organisation interviendront. A l'époque considérée dans cette étude, l'organisation du SOE se présente de la façon suivante. Le général Colin Gubbins en est le chef. Sous lui, le brigadier Mockler Ferryman a juridiction sur toute l'Europe. Le colonel Brook s'occupe de l'Europe occidentale. Le lieutenant-commander Johns coiffe les *Low-Countries*, entendez Belgique et Hollande. Le major Hardy Amies a succédé au major Knight en tant que chef de la section belge.

Venons-en maintenant aux deux services belges, la Sûreté de l'Etat et la 2ème Section (par après, 2ème Direction) du ministère de la Défense nationale.

En novembre 1940, Fernand Lepage, substitut de l'auditeur militaire, se voit confier le poste d'administrateur de la Sûreté de l'Etat. Le deuxième Bureau de l'EMGA n'étant pas encore réorganisé, la Sûreté de l'Etat se charge de tout le service de renseignement aussi bien militaire que civil. Elle est détachée du ministère de la Défense nationale pour être rattachée à celui de la Justice. Mais il ne s'agit, au fond, que d'une subordination toute nominale, puisque, en fait, l'administrateur de la Sûreté dépend directement du Premier ministre.

Quelques semaines plus tard, en décembre 1940, Camille Gutt, ministre de la Défense nationale, décide de reconstituer le deuxième Bureau de l'EMGA sous le vocable 2ème Section du MDN et en confie l'organisation au colonel BEM Pierre Diepenrijckx qui, entre 1927 et 1934, avait dirigé ce même deuxième Bureau. Il est décidé que les deux services collaboreront sans aucun lien de subordination l'un vis-à-vis de l'autre.

Au cours du deuxième semestre de 1941, la 2ème Section fut dotée d'un statut propre, mais ce n'est qu'en mai 1942 que les attributions respectives des deux services seraient, pour la première fois, délimitées.

Il est temps d'aborder maintenant les problèmes des relations entre le SOE et les autorités belges; ils se préciseront dans les premiers mois de 1942.

Le 20 février 1942 les principes et les bases d'une collaboration entre les services belges et le SOE (2) seront fixés lors d'un entretien qui réunira, du côté belge, le Premier ministre Hubert Pierlot et son ministre de la Défense nationale Camille Gutt et, du côté britannique, le brigadier général Colin

(2) *Aide-mémoire of meeting at 117 Eaton Square SW1 on the 20th february at 4.0 p.m.* (UFAS, Documents SOE, 38).

Gubbins accompagné du major Keswick. On peut, en résumé, discerner une double orientation dans les rapports qui vont se nouer entre Belges et Britanniques. D'une part, les mouvements de Résistance que l'on pourrait qualifier de civils seront actionnés par le SOE en collaboration avec la Sûreté de l'Etat. D'autre part, SOE coopérera avec la 2ème Section en vue d'appuyer les groupements paramilitaires.

Malgré l'accord total donné par les autorités belges présentes lors de l'entretien du 20 février, le Premier ministre, dans une lettre adressée le 13 mars 1942 (3) au chef du SOE, fera quelques réserves sur l'accord conclu. Elles viseront principalement à imposer l'immixtion de la Sûreté dans les relations du SOE et de la 2ème Section.

Les attributions respectives des deux services belges seront établies sur base de l'accord conclu avec les Britanniques le 20 février. Fixées une première fois dans une note du 4 mai 1942, elles seront redéfinies le 30 octobre suivant (4).

La mission de la Sûreté de l'Etat est triple : récolte de tous les renseignements, sabotage industriel, action politique et économique en Belgique. Elle exécutera ces trois missions en collaboration avec, respectivement, le SIS, le SOE et le PWE.

La 2ème Section du MDN se voit confier trois missions également : l'exploitation du renseignement militaire (à fournir par la Sûreté), l'établissement des ordres de mission relatifs à la recherche de ce renseignement et enfin, avec le concours du SOE, l'action et le sabotage militaires en Belgique.

La note du 30 octobre fixe également les relations entre les services belges et leurs homologues britanniques.

La lecture des deux documents du 4 mai et du 30 octobre montre que les attributions de la Sûreté sont nettement plus vastes que celles de la 2ème Section.

L'entente entre les services belges n'est pas parfaite, loin de là; conflits d'attributions aggravés par des rivalités personnelles poseront de graves problèmes. Il faut reconnaître aussi que les directives fixant les prérogatives respectives prêtaient à interprétation. Par exemple : la Sûreté s'occupe du

(3) H. Pierlot à C. Gubbins, 13.III.1942 (UFAS, *Documents SOE*, 38). Cette lettre et le document cité à la n. 2 furent transmis le 24.III.1942 à Henri Rolin, sous-secrétaire d'état à la Défense nationale, par le cabinet du Premier ministre.

(4) Règles relatives aux relations entre la 2ème Section du ministère de la Défense nationale et la Sûreté de l'Etat, 4.V.1942; Note fixant les principes relatifs aux relations entre la Sûreté de l'Etat, la 2ème Section du ministère de la Défense nationale, le SS, le SA et le PWE, 30.X.1942 (UFAS, *Documents Sûreté de l'Etat*, 37).

sabotage industriel tandis que la 2ème Section s'intéresse au sabotage militaire; mais où finit l'un et où commence l'autre ? Ce problème apparaîtra notamment dans le cadre de la sauvegarde des installations portuaires.

Ces conflits s'atténueront au fil du temps et notamment à la suite de la création en 1943 du Haut Commissariat à la Sécurité de l'Etat qui, sous la direction de l'auditeur général Ganshof van der Meersch, coiffa les deux services et réduira quelque peu l'antagonisme qui les oppose.

De même, les rapports entre les services belges, principalement la Sûreté, et le SOE ne seront pas exempts de heurts. Des problèmes surgiront qui, en s'amplifiant, amèneront la rupture en août 1942. Heureusement cependant, les relations se normaliseront à la fin de l'année 1942.

2. LA MISSION «CLAUDIUS-TYBALT»

Il s'agit, en réalité, de deux missions distinctes. Mais, étant donné qu'elles étaient fixées conjointement par les services belges et britanniques, que leur objectif était identique, qu'elles ont séjourné simultanément en Belgique et travaillé en étroite collaboration, il semble préférable de ne pas les dissocier.

L'organisateur de la mission *Claudius* est le lieutenant comte Philippe de Liedekerke; il est parachuté en compagnie de son opérateur radio Alfred Blondeel, alias *Pointer*, le 15 juillet 1943 à plus ou moins 14 kilomètres au nord-ouest de Namur. Ils seront rejoints le 11 août par la mission *Tybalt* dont le chef est André Wendelen et l'opérateur radio Jacques Doneux dit *Hillcat*; ceux-ci seront largués à environ 20 kilomètres au sud-ouest de Dinant.

Ils emportent avec eux du matériel de transmission et des fonds. *Claudius* dispose de deux émetteurs-récepteurs, d'un «Eureka», de 1.500.000 frs belges, ainsi que de diamants et de dollars d'une valeur estimée à 866.000 frs. De son côté, *Tybalt* amène aussi deux postes émetteurs-récepteurs, un «S-Phone» et 1.500.000 frs belges⁽⁵⁾. L'atterrissage de *Tybalt* sera assez rude; il en souffrira pendant une quinzaine; de plus, la perte du colis contenant les deux postes va provoquer certaines difficultés.

(5) Le *S-Phone* et l'*Eureka* étaient utilisés pour faciliter les opérations de parachutage. Le *S-Phone* était un émetteur-récepteur permettant au comité de réception d'entrer en contact avec le pilote de l'avion. Il augmentait ainsi la sécurité des opérations en retardant l'allumage des feux de balisage jusqu'au contact avec le pilote. *Eureka* était une sorte de radio-phare qui, par le principe des ondes dirigées, amenait l'avion à la verticale de son emplacement. Il fut, semble-t-il, moins utilisé que le *S-Phone*.

La mission telle qu'elle ressort d'un document SOE (6) est complexe. Les deux agents doivent prendre contact avec le Front de l'Indépendance et Libération (FIL) et avec d'autres mouvements dont le nom n'est pas précisé, étudier leur organisation en vue de leur communiquer des instructions et de leur procurer du matériel. En réalité, ces groupements non mieux définis sont le Mouvement National Belge (MNB) et le Groupe G. Il est également prescrit aux deux agents de mettre au point, avec les agents déjà en place, un plan d'ensemble de sabotage industriel. Ils donneront aussi des directives du PWE à la presse clandestine.

Il s'agit donc d'une mission conjointe SOE-PWE du côté britannique, Sûreté de l'Etat pour la Belgique. La mission telle qu'elle est libellée entre parfaitement dans le cadre des tâches confiées à cette dernière : action politique, sabotage industriel à confier à des organismes de Résistance armée civile. Il est bon de noter que, presque au même moment, le lieutenant aviateur Adelin Marissal effectuera une mission analogue dite *Stanley* auprès de l'Armée de Belgique, organisme de Résistance militaire, pour le compte de la 2ème Section.

Wendelen et de Liedekerke se rencontrent à Bruxelles quelques jours après le parachutage du premier et, dès ce moment, vont travailler la main dans la main; ils auront de nombreux contacts. *Tybalt* poursuivra d'ailleurs la mission de *Claudius* au moment où ce dernier rentrera en Grande-Bretagne.

Pendant leur séjour en Belgique, les deux agents mettent sur pied ce qu'ils appellent dans leur rapport de fin de mission l'Organisation *Tybalt-Claudius* (7). Elle sera en contact avec les trois groupes FIL, MNB, G pour les opérations de sabotage; elle assurera la liaison avec Londres, contrôlera divers agents ainsi que des services annexes, s'occupera de la presse clandestine et enfin, mettra sur pied le service *Socrate* d'aide aux réfractaires ainsi que des comités de réception de matériel. Le rapport de fin de mission extrêmement fouillé, cité ci-dessus, permet d'apporter nombre de précisions relatives à l'organisation créée et dont, selon *Claudius*, *Tybalt* était le centre, l'élément actif.

Le FIL est d'origine communiste. A noter que l'élément communiste ne représente que 15 à 20 % de l'effectif; cependant, cette minorité comprend les éléments les plus dynamiques dont certains occupent les postes de

(6) Lettre du 13.III.1989 de Gervase Cowell, *technical adviser* SOE (UFAS, *Documents SOE*, 38). Le texte précise : « To contact the Front de l'Indépendance et Libération and its affiliated resistance centres ». Il n'est donc fait nulle mention du MNB, ni du groupe G. Etaient-ils, dans l'esprit des rédacteurs de la mission, considérés comme "affiliés" au FIL ? On est tenté de le croire à la lecture des rapports de fin de mission. Le MNB et le groupe G sont, en dehors du FI, les seuls organisations contactées par les missions *Claudius-Tybalt*.

(7) Tableau annexé aux rapports de fin de mission *Tybalt* (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

commande. Les « Partisans » ont été absorbés par le FIL. Ce sont eux surtout qui sont les plus actifs au point de vue sabotage; leur action est limitée par le manque de moyens ⁽⁸⁾. Le FIL est surtout représenté en Hainaut, à Courtrai et en Ardenne ⁽⁹⁾.

Le MNB a été fondé par Camille Joset. Lors de son arrestation, le 27 avril 1942, Raymond Defonseca lui succède. L'autorité de ce dernier est contestée au sein du mouvement où l'on rencontre deux tendances. L'une, animée par le RP Joset, frère du fondateur, veut garder l'autonomie complète, allant jusqu'à refuser l'aide du gouvernement belge. Defonseca, par contre, est loyaliste et dévoué au gouvernement légal. Le MNB a une structure interne et des méthodes très administratives. Le sabotage est une branche accessoire de l'activité du mouvement; cette lacune est due à un manque de formation et de moyens ⁽¹⁰⁾. L'organisation s'étend à toute la Belgique ⁽¹¹⁾.

Le Groupe G est le plus actif dans le domaine du sabotage. Il est fortement hiérarchisé grâce à la personnalité de son chef, l'ingénieur Jean Burgers ⁽¹²⁾. Il est bien représenté à Liège, Bruxelles, Anvers, dans le Hainaut et en Ardenne ⁽¹³⁾.

La liaison avec Londres posa un problème du fait de la perte des deux postes à l'atterrissage de *Tybalt* (11 août 1943). Jusqu'au moment où ces appareils furent remplacés (environ un mois plus tard), *Pointer*, l'opérateur de *Claudius* dut assurer la liaison avec Londres au bénéfice, non seulement des deux missions, mais aussi de quatre agents opérant avec elles et des services annexes. Cela représentait une charge excessive et d'autant plus dangereuse pour Alfred Blondeel que la radiogoniométrie allemande n'était pas une fiction. L'opérateur changeait fréquemment de lieu d'émission; il était, en outre, protégé par une équipe de trois hommes qui devait l'avertir chaque fois qu'une voiture suspecte apparaissait ⁽¹⁴⁾.

C'est principalement *Tybalt* qui rapporta ses contacts et impressions sur la presse clandestine, qu'il avait approchée en exécution de la partie PWE de la mission. Pour le FI, le contact était Fernand Demany qui contrôlait toute la presse clandestine. *Tybalt* avait également rencontré chaque mois le rédacteur de *La Voix des Belges*, organe du MNB. Il était également entré en relation avec Delsinne qui s'occupait de la presse clandestine

(8) Rapport *Tybalt*, 23.XII.1943, p. 2 et 14 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a). A noter que le FIL est mieux connu sous le sigle FI.

(9) Compte rendu de la réunion *Tybalt* du 10.XII.1943, p. 3 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(10) Rapport *Tybalt*, 23.XII.1943, p. 6 et 15 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(11) Voir n. 9.

(12) Rapport *Tybalt*, 23.XII.1943, p. 6 et 15-17.

(13) Comme n. 9.

(14) Rapport *Claudius*, 16.X.1943, Chap. V, p. 4 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

socialiste. Il avait estimé indispensable, avec l'accord d'ailleurs des différents groupes composant son organisation, de désigner un chef du service propagande qui se chargerait d'organiser la réception et la distribution du matériel envoyé (15).

En vue de pallier le manque de moyens matériels, *Tybalt* organisa des comités de réception d'équipement pour chacun des trois groupes contactés. Malheureusement, les envois de matériel ne répondirent pas aux espérances des hommes du terrain : sur 195 containers annoncés pour septembre et octobre, neuf seulement et trois colis furent réceptionnés (16).

On doit, enfin, mentionner les fonds mis à la disposition des différents organismes. *Claudius* remit 1.350.000 frs au FI tandis que *Tybalt* distribua pour la période septembre-octobre 300.000 frs au MNB et 350.000 frs au groupe *G* (17).

Les informations disponibles relatives au retour des deux agents et de leurs opérateurs radio ne sont pas très précises. *Claudius* a dû rejoindre Londres début octobre puisque nous disposons d'une partie de son rapport de fin de mission daté du 10 octobre 1943. Son opérateur *Pointer* eut moins de chance; ayant échoué dans sa tentative de retour, il revint à Bruxelles, se mit à la disposition du successeur de *Tybalt* et rendit encore d'immenses services.

En ce qui concerne *Tybalt*, nous savons qu'il a quitté la Belgique le 4 novembre 1943, qu'il se trouvait à Madrid le 15 du même mois et qu'il a dû rentrer en Grande-Bretagne au plus tard début décembre puisqu'il prit part à une réunion tenue à Londres le 10 de ce mois. *Tybalt* également connu comme chef de l'organisation sous le pseudonyme de *Hector I* prit soin de se choisir un successeur en la personne de Witold Lobet tout naturellement appelé *Hector II*. L'opérateur radio *Hillcat* connaîtra quelques problèmes mais réussira finalement à rejoindre la Grande-Bretagne.

L'organisation *Tybalt-Claudius* mise sur pied par nos deux agents est bien solide au moment où ils quittent la Belgique. Leur succession est assurée comme on vient de le voir par *Hector II*. Ils ont remis aux différents groupes contactés les directives gouvernementales et resserré leurs liens. Ils ont commencé, bien modestement, à leur procurer du matériel et des fonds.

(15) Rapport *Tybalt*, 23.XII.1943, p. 7-11 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(16) *Idem*, p. 13-14.

(17) *Ibidem* et Rapport *Claudius*, 16.X.1943, Chap. VI (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

Mais, comme nous allons le voir, les résultats de leur mission ont été particulièrement bien appréciés par les responsables londoniens et seront l'élément essentiel du choix des autorités relatif à la mission de sauvegarde du port d'Anvers.

3. « LONDRES » DECIDE D'ASSURER LA SAUVEGARDE DES INSTALLATIONS PORTUAIRES

Les protagonistes belges

Les divers groupements de Résistance armée qui se sont constitués dans les premiers temps de l'occupation allemande avaient au moins un point commun; leurs préoccupations essentielles, au début, étaient d'ordre politique et orientées vers des tâches de maintien de l'ordre au départ escompté des Allemands. Ces visées qui n'avaient pas échappé aux autorités belges de Londres expliquent la répugnance bien connue du Premier ministre à équiper ces mouvements car, suivant ses propres paroles, il ne voulait pas donner « des armes à la guerre civile » (18).

Au fil du temps cependant, la volonté de lutter contre l'occupant s'est affermie et a pris le pas sur les considérations politiques qui n'en étaient pas oubliées pour autant. Cette évolution amena un revirement de l'opinion des autorités belges qui, vers la fin 1942, prirent le parti judicieux de reconnaître certaines organisations et de leur venir en aide. L'illustration de cette heureuse décision nous est fournie par l'envoi des deux missions *Stanley* et *Claudius-Tybal*.

Deux mouvements seront pris en considération pour collaborer à la sauvegarde des installations portuaires belges et, en particulier, d'Anvers : l'Armée de Belgique (AB) et l'organisation *Claudius*.

La Légion Belge (LB) prit, à la fin de 1942, l'appellation d'Armée de Belgique. Fondée à l'automne 1940 par le capitaine-commandant BEM Charles Claser, elle s'étoffe dans les mois suivants par l'apport d'autres groupements dont, entre autres, l'Armée Belge Reconstituée du colonel BEM de réserve Robert Lentz. Les structures du mouvement, à base territoriale, sont calquées sur celle de l'armée; tous les postes de responsabilité aux divers échelons sont aux mains d'officiers; il s'agit donc bien d'une organisation paramilitaire. La LB était dirigée collégialement par un Directoire de quatre : Claser, Lentz, les lieutenants de réserve Charles Vander Putten et André Boereboom; un cinquième viendra s'ajouter en septembre 1941, le colonel BEM Jules Bastin, chef de la réserve mobile.

(18) D. Ryelandt au major Smolders, secrétaire de l'UFAS, 20.IX.1946 (UFAS, *Gouvernement de Londres*, 41).

Fin 1942, les quatre premiers membres du Directoire aux mains des Allemands, le colonel Bastin prend en charge les destinées du mouvement qu'il va dorénavant appeler Armée de Belgique. Il modifiera également la structure territoriale; l'AB comptera désormais cinq zones dont la zone II limitée à la seule province d'Anvers. Celle-ci comprendra deux subdivisions : Anvers-Ville et le reste de la province. Cette précision est importante dans l'optique des décisions qui vont être prises. Fin 1943, la zone II s'agrandira de la province de Limbourg mais les subdivisions de la province d'Anvers subsisteront.

Comme dans d'autres mouvements de Résistance, les préoccupations politiques, au sens large du terme, n'étaient pas étrangères à la LB, avec cependant une particularité due à la personnalité de son fondateur. Claser, camarade de promotion du roi Léopold III à l'École militaire, était un royaliste convaincu, inconditionnel. Il était donc particulièrement suspect aux yeux de certains politiciens réfugiés à Londres. Il ne cachait d'ailleurs pas qu'à l'origine, son but était de mettre cette LB à la disposition du souverain pour l'aider, le moment venu, à mettre sur pied un régime autoritaire, en assurant le maintien de l'ordre. Ce but avoué et primordial du début, va cependant, au fil du temps, céder la place à la volonté de lutter contre les Allemands. Cette évolution ne sera pourtant perçue à Londres qu'assez tard et même contestée par certains.

Le colonel Bastin, au moment de prendre la succession de Claser, avait devant témoins, qui le rapportèrent au Premier ministre ⁽¹⁹⁾, précisé qu'il voulait se mettre exclusivement au service du pouvoir légal. Cette prise de position amènera Hubert Pierlot à lui donner, en date du 30 décembre 1942, un ordre de mission dans lequel il lui offre le commandement des « formations militaires » ⁽²⁰⁾ qualifiées aussi de Troupes Secrètes.

Voici donc, sommairement défini, le mouvement paramilitaire qui, par le canal de la 2ème Section, sera actionné par le SOE dans le cadre des attributions fixées.

L'importance des résultats de la mission *Claudius-Tybalt* n'a pas échappé aux autorités belges. Dès le retour à Londres du premier et sur base de son rapport, plusieurs réunions se tinrent sous la présidence du Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat; des représentants de la Sûreté y participaient. La substance de ces entretiens a fait l'objet d'une note très fouillée adressée par le Haut Commissaire Ganshof van der Meersch au

(19) C'est lors d'une réunion tenue le 29 juillet 1942 dans la propriété de Jean del Marmol, adjoint du colonel Bastin, que celui-ci tint ces propos devant François de Kinder, beau-frère de Hubert Pierlot. De Kinder partit quelques jours plus tard pour la Grande-Bretagne où il arriva début octobre. On pense que les informations qu'il fournit au Premier ministre ont amené ce dernier à modifier sa position à l'égard de la LB.

(20) H. BERNARD, *Armée Secrète 1940-1944*, Annexe III.

ministre de la Justice ⁽²¹⁾. De plus, il avait été décidé lors de la réunion tenue le 8 novembre 1943 de remettre au Premier ministre et au ministre de la Justice le résumé du rapport *Claudius* ⁽²²⁾. C'est assez dire le crédit accordé par les autorités belges à l'organisation mise sur pied par les deux agents.

L'importance attachée à cette organisation ressort également d'une des deux directives des chefs d'état-major alliés adressées par le SOE à la 2ème Section du MDN et à la Sûreté de l'Etat ⁽²³⁾. Alors que la première, destinée à la 2ème Section, concerne uniquement les Troupes Secrètes, la seconde adressée au PWE et à la Sûreté de l'Etat, exclut l'action par ces Troupes Secrètes et se limite donc exclusivement aux mouvements qualifiés de civils. On voit aussi, par là, que cette procédure est conforme aux buts et responsabilités définies par le SOE. Celui-ci traite avec la 2ème Section pour les paramilitaires et avec la Sûreté de l'Etat pour les organismes civils.

La seconde directive comporte un paragraphe intitulé « *The Claudius Organisation* » ⁽²⁴⁾. On peut y lire que le plan de réorganisation du FI et le resserrement de ses liens avec « ses organisations affiliées » proposé par *Claudius* ont été approuvés. Ces organisations affiliées sont définies dans une note du 31 décembre 1943 ⁽²⁵⁾ adressée au Premier ministre par le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat dans laquelle ce dernier étudie les deux directives dont il vient d'être question; il précise bien que les trois organisations civiles valables sont le MNB, le Groupe G et les groupes d'action du FI. Le MNB et le FI, nous l'avons vu au chapitre précédent, n'échappaient pas à la règle en ce qui concerne la connotation politique. Pour ce qui est du Groupe G, par contre, on n'en trouve aucune trace; est-ce à cause de son effectif réduit, de sa technicité poussée, du fait qu'il fut mis sur pied plus tardivement que les autres, en 1942 ? Ces avis sur les trois mouvements membres de l'organisation *Claudius* sont confirmés par la note du 31 décembre dont il vient d'être question ⁽²⁶⁾.

Le choix difficile

Après avoir présenté sommairement les organisations qui entreront en ligne de compte pour collaborer à la sauvegarde des installations portuaires en Belgique, venons-en à la chronologie des événements qui se sont succédés à Londres pour aboutir à la désignation des organismes et des

(21) Note n° 0386/551 du 20.XI.1943 au ministre de la Justice + six annexes (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(22) Procès-verbal de la réunion du 8.XI.1943 relative au rapport *Claudius*, p. 3 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(23) *Directive to the belgian Section for future planning and operations — Troupes secrètes*, 19.XI.1943; *Directive to the belgian Section for future planning and operations — Excluding action by Troupes Secrètes*, 20.XI.1943 (UFAS, *Documents SOE-PWE*, 40b).

(24) Note du 20.XI.1943, p. 3 (UFAS, *Documents SOE-PWE*, 40b).

(25) Note du 31.XII.1943 (UFAS, *Documents SOE-PWE*, 40b).

(26) *Ibidem*.

personnes qui en seront chargés. Nous disposons pour ce faire de quelques documents échangés entre divers services et autorités pendant les mois de septembre 1943 à février 1944.

Le premier document connu à ce sujet est daté du 9 septembre 1943 (27). Le major Hardy Amies, chef de la section belge du SOE, transmet une étude relative à ce problème et demande l'avis du lieutenant-colonel Jean Marissal, chef de la 2ème Section du MDN, éventuellement, écrit-il, après le retour de mission de *Stanley*.

Le chef de la 2ème Section répond le 22 octobre 1943 (28). Son frère, Adelin, chef de la mission *Stanley* est rentré de Belgique la veille (29). Coïncidence ? La réponse du lieutenant-colonel Marissal est intéressante à plusieurs titres.

Tout d'abord, il privilégie les Troupes Secrètes pour l'exécution de cette mission. On trouvera, écrit-il, dans les ports belges des spécialistes qui accepteront de collaborer avec elles; en retour, le commandant des Troupes Secrètes pourra fournir à ces spécialistes les moyens et la protection indispensables. De plus, ajoute-t-il, le commandant des Troupes Secrètes dispose d'officiers du génie particulièrement qualifiés pour s'occuper du problème.

Le chef de la 2ème Section avertit ensuite le SOE des mesures de sécurité rigoureuses prises par les Allemands dans les ports de Zeebrugge, Ostende et Bruges. Par contre, précise-t-il, si la préparation est bien faite, on peut s'attendre à de bons résultats dans ceux d'Anvers, Gand et Bruxelles. En ce qui concerne ces trois derniers ports, l'action ne peut être efficace que si les autorités hollandaises maintiennent le balisage des passes de l'Escaut.

Jean Marissal suggère enfin d'envoyer au commandant des Troupes Secrètes un ordre spécial relatif à cette mission avec, en annexe, un certain nombre d'exemplaires traduits dans nos deux langues nationales de l'étude britannique transmise le 9 septembre 1943.

Le 12 novembre 1943, en réponse aux propositions contenues dans la note du chef de la 2ème Section, le major Amies encourage les autorités

(27) *Counterscorching in Enemy Occupied Ports*, note du 9.IX.1943, adressée par le major Amies au colonel Marissal (UFAS, *Documents 2ème Section du MDN*, 35). *Stanley* n'est autre que le lieutenant aviateur Adelin Marissal, frère du chef de la 2ème Section, qui accomplit en Belgique une mission extrêmement importante auprès du commandant des Troupes Secrètes, à qui il apporta les premières instructions du gouvernement belge. Il regagnerait la Grande-Bretagne le 21 octobre 1943.

(28) Note n° S/1485, du 22.X.1943, adressée par le colonel Jean Marissal au major Amies (UFAS, *Documents 2ème Section du MDN*, 35).

(29) Voir n. 27.

belges à rédiger l'ordre suggéré et à l'envoyer le plus tôt possible au commandant des Troupes Secrètes. Il présume que cet ordre sera porté en Belgique par le « Lieutenant Halleux » mais demande néanmoins que le texte en soit, au préalable, définitivement approuvé par ses chefs (30).

Il semble que les autorités britanniques aient, dans la suite, modifié sensiblement la position telle qu'elle vient d'être notifiée à la 2ème Section par le chef de la section belge du SOE. En effet, les 19 et 20 novembre 1943, le SOE adresse aux autorités belges les deux directives déjà mentionnées précédemment (31). Le problème de la sauvegarde des installations portuaires n'est abordé que dans celle du 20 novembre destinée aux organisations de Résistance à l'exclusion des Troupes Secrètes. Ceci annonce donc un revirement notoire des autorités britanniques.

Le 22 novembre 1943, le major Amies transmet à l'auditeur général Ganshof van der Meersch quatre directives annoncées d'ailleurs dans celles des 19 et 20 novembre (32) :

- « *Counter Scorching in Enemy Occupied Ports* »;
- « *Action by Resistance Groups in the event of a German Voluntary Withdrawal from Occupied Europe* »;
- « *Interference by Resistance Groups with Movments of German local armoured reinforcements* »;
- « *Action by Resistance Groups for the prevention of demolitions other than port demolitions* ».

La première est particulièrement intéressante car elle a trait à la sauvegarde des ports occupés par l'ennemi. Avec ses trois appendices, cette directive très détaillée ne comporte pas moins de 16 pages. La note d'envoi mentionne une fois de plus l'organisation *Claudius*. Le major Amies suggère que les sections de sabotage de l'organisation opèrent sur la même base territoriale que les Troupes Secrètes et annonce qu'il va faire parvenir une carte mentionnant leurs zones d'action.

L'appendice I (33) donne le classement par ordre d'importance des ports

(30) Note du 12.XI.1943 adressée au colonel Marissal par le major Amies : « *I am instructed to say that it is considered highly desirable that you should make a special object on this subject to be sent to Osruc as soon as possible* » (UFAS, Documents 2ème Section du MDN, 35). *Osruc* est le pseudonyme du commandant des Troupes Secrètes. *Halleux* n'est autre que le lieutenant Charles Hoyez qui sera parachuté en Belgique le 5 mars 1944, porteur d'instructions importantes pour le commandant de l'AB. En France, sur le chemin du retour, il sera arrêté par les Allemands et porté disparu.

(31) Voir n. 23.

(32) Directives n° EHA/270, du 22.XI.1943 (UFAS, Documents SOE-PWE, 40b). Ces directives signées par le major Amies étaient adressées au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat. Elles contenaient quatre annexes dont la première était intitulée : *Counterscorching in Enemy Occupied Ports*.

(33) *Ibidem*.

belges. Anvers, Zeebruges et Ostende sont mis sur le même pied; viennent ensuite Terneuzen-Gand puis Bruges.

L'appendice II ⁽³⁴⁾ indique les opérations suggérées pour limiter l'ampleur des destructions provoquées par l'ennemi et ainsi, garantir la reprise aussi rapide et complète que possible des activités portuaires. Les télécommunications entre le quartier-général local allemand et les échelons supérieurs et inférieurs seront coupées. Les remorqueurs doivent être mis hors d'usage mais d'une manière telle qu'ils puissent rapidement être remis en service. Il faut éviter que les *blockships* soient coulés à l'endroit prévu. Les stocks d'explosifs, les postes d'observation seront détruits, les champs de mines au minimum repérés. Il faudra prendre les mesures voulues pour pallier l'éventuelle destruction des balises et phares, pour maintenir en état les quais de débarquement et pour préserver au moins une centrale électrique.

L'appendice III ⁽³⁵⁾, enfin, précise pour chacune des actions indiquées ci-dessus le détail des mesures d'exécution.

Voyons maintenant comment les autorités belges réagirent à ces directives du *Chief of Staff of the Supreme Allied Command (COSSAC)*.

La première réaction émane d'une personnalité particulièrement bien placée, en l'occurrence le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat.

Dans une note adressée au Premier ministre le 1er décembre 1943 ⁽³⁶⁾, il lui communique les six directives des 19, 20 et 22 novembre établies par le COSSAC et transmises au Haut Commissaire par le chef de la section belge du SOE. Après avoir souligné qu'il est le seul à détenir ces instructions destinées aux deux services belges, il fait connaître son sentiment sur la manière d'y donner suite. « Les directives dont il s'agit ont pour objet de préciser la mission que les groupes de résistance d'une part et les »Troupes Secrètes« d'autre part auront à accomplir... » ⁽³⁷⁾. Parmi ces directives, il faut discerner celles qui relèvent spécialement de l'un ou de l'autre service de celles que l'on peut considérer comme communes. Le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat qui coiffe les deux services belges met en exergue les deux types de mouvements de Résistance : les « groupes de résistance » ou mouvements civils actionnés par la Sûreté de l'Etat et les « Troupes Secrètes » qui dépendent de la 2ème Section.

(34) *Idem*.

(35) *Idem*.

(36) Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat à H. Pierlot, 1.XII.1943 (UFAS, Documents SOE-PWE, 40b).

(37) *Ibidem*.

Le Haut Commissaire précise ensuite que les formes d'action qui ne requièrent pas la mise en oeuvre d'unités militaires relèvent principalement de la Sûreté de l'Etat (section SOE). Il estime que les actions de sabotage rentrent dans les attributions des deux services. Mais, écrit-il ⁽³⁸⁾ : « Pareille activité a toujours été effectivement exercée par les services de la Sûreté qui entretiennent de longue date des contacts avec les syndicats de cheminots, PTT et autres, qu'ils soutiennent financièrement, dont ils coordonnent l'action et à qui ils transmettent des directives ». Il semble donc, malgré tout, privilégier la Sûreté pour les actions de sabotage.

Il communique ensuite la position du chef de la 2ème Section, selon laquelle seules les « Troupes Secrètes » seront utilisées dans le cadre de l'action relative aux opérations. La 2ème Section estime de plus que, au cas où d'autres formations seraient employées, elles passeraient sous l'autorité du commandement de ces Troupes Secrètes. « Est-il nécessaire de souligner combien ce point de vue serait inexact et inadmissible » ajoute-t-il ⁽³⁹⁾.

Le Haut Commissaire fait appel au Premier ministre pour qu'il prenne sans délai les dispositions utiles pour la mise en oeuvre des directives en s'inspirant des considérations émises au sujet de la conjugaison dans l'action des différentes formations, en faisant abstraction de toute question d'ordre personnel et en se libérant de tout esprit de particularisme. Cette note ne manquera pas d'avoir une incidence importante sur la suite des événements et notamment dans le choix des groupes qui seront chargés de préparer et de mener l'action à Anvers.

Deux initiatives importantes seront prises le 31 décembre 1943. L'une émane du chef de la 2ème Section, l'autre du Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat.

Faisant suite à la communication du major Amies du 12 novembre, le chef de la 2ème Section adresse, le 31 décembre, au lieutenant-commander Johns, chef de la section « *Law-Countries* » du SOE, le projet d'ordre spécial n° 4 relatif à la sauvegarde des installations portuaires ⁽⁴⁰⁾. A cet ordre est annexée une note technique qui est en fait la traduction dans nos deux langues nationales de l'appendice III à l'instruction sur le « *Counter Scorching in Enemy Occupied Ports* » et intitulée « *Details of counteractions likely to be required* » ⁽⁴¹⁾.

(38) *Idem*.

(39) *Idem*.

(40) Note n° S/1900 adressée au lieutenant-commander Johns, 31.XII.1943 (UFAS, *Documents 2ème Section du MDN*, 35). L'ordre spécial n° 4 s'intitule : *Contre mesures en vue d'empêcher la destruction des installations portuaires*. En fait, les Troupes Secrètes, c'est-à-dire l'AB, qui deviendra l'AS le 1er juin 1944, recevront, en dehors des plans de base de l'action et du sabotage militaires, 18 ordres spéciaux. L'ordre spécial n° 3 porte la date du 18 août 1943; cela explique la numérotation de l'ordre suivant relatif à la sauvegarde des installations portuaires.

(41) Comme n. 35.

Il faut d'abord noter que cet ordre concerne tous les ports belges et pas uniquement Anvers. Il précise le but qui est de « s'opposer à la destruction et au sabotage des installations portuaires ainsi que des usines auxiliaires par les Allemands »⁽⁴²⁾. Il énumère les installations qui pourraient être mises hors d'usage par les Allemands et ajoute que le personnel technique qualifié des ports et des usines auxiliaires pourrait être arrêté le moment venu. Il donne ensuite les moyens que pourrait utiliser l'ennemi pour arriver à ses fins.

Passant aux mesures d'exécution, l'ordre souligne l'importance de disposer d'un service de renseignement bien organisé et fonctionnant correctement; il puisera ses informations auprès des responsables de la capitainerie et des services techniques des ports; le but est de dresser le plan des préparatifs ennemis. Un officier, autant que possible technicien, sera chargé de l'exécution; il sera assisté d'un état-major comprenant des conseillers appartenant ou ayant appartenu à la capitainerie et aux services techniques; du matériel et des troupes de protection seront mises à sa disposition. Les liaisons avec Londres ou avec le commandant de la zone seront assurées⁽⁴³⁾.

Les ports belges sont classés dans l'ordre d'importance décroissant suivant: Anvers, Zeebrugge et Ostende, Gand-Terneuzen, Bruges. À noter que, dans ce document, Bruxelles ne figure pas au nombre des ports à protéger.

Le déroulement du processus comporte deux phases: l'alerte du personnel et l'entrée en action. Ces phases seront déclenchées d'initiative en fonction des renseignements sûrs recueillis concernant l'intention de l'ennemi de procéder à la destruction des installations. Il faudra enfin prévoir la remise de celles-ci aux troupes alliées.

En réalité, comme on le verra, cet ordre n° 4 ne sera pas transmis aux Troupes Secrètes⁽⁴⁴⁾.

Un deuxième pas sera franchi ce même 31 décembre 1943. On se souvient de la note adressée le 1er décembre au Premier ministre dans laquelle l'auditeur général Ganshof van der Meersch lui communiquait ses

(42) Comme n. 40.

(43) À ce moment, une modification est survenue dans la répartition territoriale des zones. La Zone II qui était limitée à la seule province d'Anvers englobe dorénavant aussi le Limbourg. À partir de mai 1944, les commandants de zone seront reliés par radio avec la Grande-Bretagne. Mais, suite à l'arrestation de l'opérateur attribué à la zone II, les messages de cette zone transiteront par le commandement de l'AB.

(44) Plus tard, les événements ayant évolué, un ordre n° 12 daté du 1er mai 1944, copie de l'ordre n° 4 annulé, sera transmis au commandant des Troupes Secrètes.

premières impressions (45). Il récidive le 31 du même mois avec une note de 14 pages contenant une analyse détaillée des directives du COSSAC, résultat d'une étude approfondie à laquelle il a procédé avec les chefs des services belges. Nous y avons déjà fait allusion (46).

Cette dernière note reprend un des thèmes déjà abordés dans celle du 1er décembre. Elle souligne que c'est « à juste titre que les autorités britanniques ne désirent pas laisser aux *seules* Troupes Secrètes la responsabilité de l'action à entreprendre en Belgique jusqu'au jour » J « » (47). Le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat ajoute que l'importance de la tâche à accomplir justifie la mise en oeuvre de tous les moyens dont le pays dispose.

Il estime que le mode de recrutement des Troupes Secrètes les rend particulièrement vulnérables. Ces craintes apparaissent d'autant plus fondées que des arrestations viennent d'être opérées parmi leurs dirigeants. Enfin, accusation plus grave, il signale que des agents ennemis sont parvenus à entrer en contact avec des agents de la 2ème Direction et à capter leur confiance (48). Dans ces conditions, il estime qu'il serait « ...d'une extrême légèreté de baser uniquement sur les Troupes Secrètes l'action de sabotage et autre d'intérêt militaire... » (49). Et ce, d'autant plus qu'il existe en Belgique des formations organisées capables d'exercer, le moment venu, les tâches qui leur seront assignées.

Parmi ces formations, trois sont, selon lui, particulièrement aptes, en raison de leur solide organisation interne et du contact suivi que les agents SOE-Sûreté de l'Etat maintiennent avec leurs dirigeants. Il s'agit du MNB, du Groupe G et des groupes d'action du FI, c'est-à-dire des formations composant l'organisation *Claudius*. On retrouve d'ailleurs les quelques détails qu'il donne à leur sujet dans les rapports de fin de mission de *Claudius* et de *Tyalt*.

Ainsi donc, le jour même où le chef de la 2ème Section soumet au major Amies l'ordre concernant la sauvegarde des installations portuaires et se propose d'en confier l'exécution aux Troupes Secrètes, son supérieur hiérarchique transmet au Premier ministre un avis restrictif au sujet de l'utilisation de ces Troupes Secrètes et introduit des propositions visant, au contraire, à privilégier les formations groupées au sein de l'organisation *Claudius*.

(45) Comme n. 36.

(46) Voir n. 25.

(47) Voir n. 25.

(48) La 2ème Section devint 2ème Direction le 16 novembre 1943.

(49) Voir n. 25.

Le mois de janvier 1944 sera fertile en rebondissements; une décision définitive sera cependant prise fin de ce mois-début février.

Lors d'une réunion tenue le 21 janvier 1944, le lieutenant-commander Johns annonce que le SOE est entré en contact sur le terrain avec un groupe ne dépendant pas des Troupes Secrètes et suggère de lui confier, à l'exclusion des Troupes Secrètes, la préparation des mesures de sauvegarde des installations portuaires d'Anvers. Le chef de la section «*Low-Countries*» du SOE vise sans aucun doute l'organisation *Claudius*. Cette initiative ne manque pas de surprendre le chef de la 2ème Section qui, à la demande du chef de la section belge du SOE, a rédigé un ordre spécial destiné au commandant des Troupes Secrètes. Il y voit la conséquence de la prise de position adoptée par le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat dans sa note du 31 décembre 1943 au Premier ministre où il souhaitait voir confier des tâches importantes à des organisations civiles dépendant de la Sûreté de l'Etat ⁽⁵⁰⁾.

Le dernier entretien à ce sujet, définitif celui-là, se tient le 28 janvier 1944. Le colonel Marissal rappelle que la note technique transmise à la 2ème Section par le SOE spécifiait que «*les meilleures chances de succès de contre-sabotage d'un port peuvent être obtenues par l'occupation militaire de tout ou partie du port*» ⁽⁵¹⁾. Il en a donc conclu qu'il s'agissait d'une mission relevant des Troupes Secrètes et a, en conséquence, fait établir le projet d'ordre spécial n° 4 suggéré, par ailleurs par le chef de la section belge du SOE. Le colonel Marissal craint au surplus, que l'on continue à retirer aux Troupes Secrètes de nouvelles missions au bénéfice d'autres groupements. Le lieutenant-commander Johns rétorque que la position présente adoptée par le SOE est la conséquence d'un changement d'avis de l'état-major britannique instruit par l'expérience des ports de Bizerte et de Naples. Il estime que l'action militaire est illusoire et qu'il vaut mieux s'assurer de la complicité de techniciens sur place qui seront chargés, le moment venu, de saboter les dispositions prises par l'ennemi. Il s'agit donc d'une tâche n'ayant rien de militaire. Johns rassure enfin Marissal au sujet de l'utilisation des Troupes Secrètes à d'autres fins. Le colonel Marissal mentionne ensuite que, suivant les renseignements rapportés par la mission *Stanley*, les Troupes Secrètes sont déjà en rapport avec les techniciens du port ⁽⁵²⁾. Finalement, le chef de la 2ème Section se range au

(50) UFAS, *Historique de la 2ème Section du MDN*, 34.

(51) Compte rendu de réunion 2ème Section-SOE du 28.1.1944 (UFAS, *Documents 2ème Section du MDN*, 35).

(52) Cette assertion ne figure pas dans le rapport rédigé par Adelin Marissal à son retour de mission. Par contre, nous savons que, le lendemain de la rentrée à Londres de son frère, le chef de la 2ème Section transmet au major Amies une note (citée ci-dessus, n. 28) contenant, au sujet du port, des précisions qui laissent supposer qu'elles lui furent communiquées par Adelin.

point de vue britannique sous réserve toutefois de l'approbation du gouvernement belge.

Ces entretiens ont été ponctués par un échange de correspondance où les positions qui viennent d'être relevées sont confirmées noir sur blanc. La lettre du 28 janvier, notamment, adressée par le lieutenant-commander Johns au colonel Marissal se termine comme suit ⁽⁵³⁾ : « *Under the circumstances explained above, I am sure you will appreciate that there is no alternative but to withdraw the special order n° 4 from the Troupes Secrètes* ».

Le 2 février 1944, le chef de la 2ème Section met le Premier ministre au courant du problème. Le 14 du même mois, l'ordre n° 4 est annulé ⁽⁵⁴⁾.

Le lieutenant-commander Johns mettra le point final à cette procédure dans une note qu'il adressera au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat; elle n'est pas datée, mais le contexte permet de la situer début février 1944 ⁽⁵⁵⁾.

La note se réfère à l'instruction EHA/270 du 22 novembre 1943 sur le « *Counter Scorching in Enemy Occupied Ports* » ⁽⁵⁶⁾. Elle rappelle que le Haut Commissaire avait marqué son accord pour que les deux services belges, Sûreté de l'Etat et 2ème Section, étudient ce document en vue d'établir un plan à exécuter par les Troupes Secrètes et par l'organisation *Claudius*. Suite à cette étude, il avait été décidé d'envoyer en mission à Anvers Philippe de Liedekerke qui, sous le pseudonyme de *Iago* se trouve en « *stand-by* » dans les installations du SOE.

Johns reprend l'argumentation développée dans la note adressée le 28 janvier au colonel Marissal au sujet de l'inopportunité de confier cette mission aux Troupes Secrètes seules ou même en collaboration avec les organisations civiles. Il rappelle aussi que le chef de la 2ème Section avait accepté ce point de vue sous réserve d'un accord gouvernemental.

La mission *Iago*, écrit-il, est limitée au seul port d'Anvers mais on ne néglige pas pour autant les autres ports tels que Bruges, Ostende, Gand et

(53) Note n° 3884/162 du 28.1.1944 adressée au chef de la 2ème Direction par le lieutenant-commander Johns (UFAS, *Documents 2ème Section du MDN*, 35).

(54) Voir n. 50.

(55) Note adressée par le lieutenant-commander Johns au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat. Indicatif PLJ/693. Objet : COSSAC. Directives. Non datée (UFAS, *Documents SOE-PWE*, 40b). A propos de Philippe de Liedekerke, on peut y lire ceci : « *...to send Philippe de Liedekerke on the Iago mission to Antwerp to deal with this matter. As you are aware he is at our Station awaiting departure* ». De Liedekerke ayant été parachuté le 8 février, on peut donc estimer que cette note est postérieure au compte rendu du 28 janvier (voir n. 51).

(56) Voir n. 32.

Bruxelles. On peut même envisager d'envoyer à ce sujet, une mission à *Hector* (pseudonyme de Witold Lobet successeur d'André Wendelen à la tête de l'organisation *Claudius*).

Après bien des atermoiements, la décision est tombée : la sauvegarde des installations portuaires d'Anvers sera confiée à la seule organisation *Claudius*. Le lieutenant comte Philippe de Liedekerke se prépare à exécuter sa troisième mission en Belgique auprès de l'organisation qu'il a mise sur pied lors de sa deuxième mission quelques mois plus tôt.

4. LA MISSION *SCIPION*

Le 8 février 1944, le lieutenant comte Philippe de Liedekerke quitte la Grande-Bretagne avec mission d'organiser le *counterscorching* du port d'Anvers. Il emporte des directives détaillées aussi bien de l'Amirauté que du *Chief of Staff of the Supreme Allied Command* ⁽⁵⁷⁾.

Les premiers contacts à Bruxelles

La mission *Scipion* comprend les agents Philippe de Liedekerke, alias *Jago* et son opérateur radio britannique Wilfred Waddington dit *Regan* et *Lining* ⁽⁵⁸⁾. Ils sont parachutés au petit matin du 8 février 1944 sur la plaine de Colzennes à environ 8 kilomètres au sud de Gembloux. L'atterrissage s'opère dans de bonnes conditions. Les deux hommes découvrent rapidement leur matériel. Ils le cachent sous un pont et restent sur place jusqu'à l'aube. Dès les premières lueurs, ils se mettent en route, porteurs de leur seul équipement personnel, pour rejoindre le château de Ferooz (Beuzet), domicile de leur premier contact, Jules Rolin ⁽⁵⁹⁾. de Liedekerke ne tarde pas à prendre le train qui l'amènera à Bruxelles vers 12 heures. Waddington

(57) Lettre du 16.III.1989 de Gervase Cowell, *technical adviser* SOE. Les directives détaillées dont il est question dans la note ne nous ont pas été communiquées.

(58) Philippe de Liedekerke naquit à Londres en février 1915. Après avoir terminé ses humanités à l'École des Roches, en France, il entra à l'École militaire en novembre 1934 avec la 96^{ème} promotion artillerie-génie. A l'issue de ses études, en 1939, le sous-lieutenant de Liedekerke servit au 1^{er} régiment d'artillerie où il fit la campagne des 18 jours. Le 1^{er} septembre 1940, il s'évada de Belgique et, via la France, l'Algérie où il fut emprisonné, puis Gibraltar, il arriva en Grande-Bretagne au début d'octobre 1940; Wilfred Waddington, sujet britannique, né à Londres le 2 juillet 1915, habitait la Belgique; il quitta notre pays au moment de l'invasion allemande et rejoignit la Grande-Bretagne où il servit d'abord au SIS. Il accomplirait une première mission en France d'une durée d'environ six mois à partir d'avril 1943.

(59) Jules Rolin se trouvait, à ce moment, en Grande-Bretagne. Comme il appartenait à la même promotion de l'École militaire que Philippe de Liedekerke, il n'est pas étonnant que son domicile ait été le lieu du premier contact. A sa sortie de l'École militaire, le lieutenant Rolin était passé au 13^{ème} régiment d'artillerie où il avait fait la campagne des 18 jours. Il s'était évadé de Belgique le 6 juillet 1942 et avait gagné la Grande-Bretagne par la filière habituelle quatre mois plus tard. Il servit d'abord dans l'unité d'artillerie des Forces Belges de Grande-Bretagne, avant de passer à la Sûreté de l'Etat le 11 janvier 1944. Il serait parachuté sous le pseudonyme de *Huguette* le 2 juin 1944.

le rejoindra dans la soirée porteur de son matériel radio qu'il avait, entretemps, récupéré avec l'aide de Madame Rolin (60). Le reste de l'équipement leur sera remis quelques jours plus tard, à Bruxelles, par les soins de cette dernière.

Les deux hommes s'installent donc à Bruxelles où ils séjourneront durant une quinzaine de jours. Pendant ce temps, *Iago* prend contact avec *Hector II*, chef de l'organisation *Claudius* qu'il a créée quelques mois plus tôt. Les premières nouvelles fournies par *Hector II* sont bonnes; elles feront l'objet du premier message envoyé par *Lining* (61). de Liedekerke attend aussi que Jules Guillery, alias *Nelly*, chargé d'une mission de coordination des divers groupements se manifeste. Il prend entretemps toutes dispositions pour assurer l'installation de la mission à Anvers.

Comment se présente l'organisation *Claudius* en ce mois de février 1944 ? Le rapport de fin de mission *Scipion* et celui que *Hector II* a établi en date du 8 février 1944 permettent de s'en faire une idée. Le hasard fait bien les choses puisque le deuxième vient de rédiger ce document au moment où, le 12 février, il reçoit la visite de *Iago*. En effet, dans un post-scriptum à son rapport, Witold Lobet signale l'arrivée de de Liedekerke et Henri Neuman et ajoute (62) : « Je vais examiner avec eux les divers problèmes mentionnés ci-dessus et recueillir leurs instructions ». L'organisation a été frappée par la répression allemande mais n'en est pas pour autant désarmée. Les services continuent à fonctionner (63). *Hector II* se plaint amèrement du manque de moyens, armes, explosifs, argent et du découragement qui guette les gens en attente de parachutage « comme la caravane qui cherche le point d'eau dans le désert » (64).

Le groupe *G* est décapité par l'arrestation de son chef Jean Burgers, alias *Gérard* fin janvier (65). Les Allemands l'ont surpris avec quatre de ses hommes à l'endroit où ils entreposaient leur matériel. Cette arrestation a provoqué un certain désordre dans l'organisation. Robert Leclercq, dit *Vanderlinden*, successeur désigné par Burgers a pris la relève. Lobet

(60) Rapport de fin de mission *Iago*, 3.VI.1944 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a) et renseignements communiqués par Wilfred Waddington le 28 juin 1989. — Après le départ pour Bruxelles de Philippe de Liedekerke, Waddington et Madame Rolin se rendirent à l'endroit où était caché le matériel de la mission et le ramenèrent au domicile de cette dernière sur une charrette tirée par un cheval.

(61) « 13/2/44. MNB. Gaby. Hector OK(.) Réclament tous matériel et argent » (Messages échangés entre Londres et *Scipion*. UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a). *Gaby* est le nom de code du groupe *G*.

(62) Rapport d'*Hector* du 8.II.1944, p. 6 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(63) Witold Lobet, à son tour, sera arrêté le 27 mars 1944. Il mourra à Buchenwald le 7 septembre 1944. L'avocat Réginald Hemeleers lui succèdera.

(64) Rapport d'*Hector* du 8.II.1944, p. 2 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(65) Jean Burgers naquit le 6 juillet 1917. Ingénieur en constructions civiles, il fonda le groupe *G* en mai 1942. Arrêté le 17 mars 1944, il succomberait à Buchenwald le 5 septembre 1944.

souligne que ce groupe pourrait décupler son activité s'il était alimenté en matériel. Il assure son approvisionnement en explosifs par des vols au détriment de l'occupant, ou des carrières et charbonnages. Le trésor du groupe a été reconstitué par un « coup argent », ce qu'il faut évidemment éviter, mais... Les chefs provinciaux du groupe *G* pour le Brabant et Namur sont particulièrement actifs. Le contact est rompu avec Anvers où le chef local a été appréhendé ⁽⁶⁶⁾.

Le MNB a souffert plus encore que le groupe *G* de la répression allemande. Une trentaine de membres dirigeants ont été appréhendés dans la seconde moitié de février. Parmi eux, le chef du mouvement, Raymond Defonseca, arrêté le 17 février ⁽⁶⁷⁾. Le MNB ne s'en relèvera pas avant la fin avril. *Hector II* signale, le 8 février, qu'il a de fréquentes et bonnes relations avec ce mouvement dont le journal, *La Voix des Belges*, est remarquablement organisé.

En ce qui concerne le FIL, il faut distinguer entre le comité national et les Partisans. Si, au sommet, toutes les opinions sont représentées, pourvu qu'elles soient démocratiques, il n'en est pas de même à la base où les éléments extrêmes souhaitent que le mouvement s'oriente vers une activité nettement plus politique. Les Partisans se plaignent amèrement du manque de moyens. Ils établissent des plans pour l'occupation des grandes agglomérations le moment venu et créent à cette fin des Comités de Libération; ils escomptent l'appui de la masse des Milices Patriotiques du FIL.

On en arrive tout naturellement au problème des relations entre l'AB et les autres mouvements de Résistance et en particulier le FIL. Le problème qui les oppose est surtout d'ordre politique; il s'agit notamment du maintien de l'ordre à la Libération. *Iago* estime que seule la présence d'un représentant qualifié du gouvernement habilité à prendre sur place les décisions qui s'imposent permettrait de résoudre ce problème ⁽⁶⁸⁾.

(66) Il s'agit probablement de l'avocat Jean Mardulyn né le 23 août 1919, recruté au groupe *G* par Henri Neuman et un des fondateurs du mouvement dans la région d'Anvers. Il sera arrêté à Gand le 24 février 1944 et libéré à la fin des hostilités.

(67) Raymond Defonseca est né le 8 juillet 1904. Officier de police à Saint-Gilles, il crée la brigade du MNB de cette commune en janvier 1941. Chef national adjoint du mouvement en janvier 1942, il succède, fin avril 1942, à Camille Joset. Arrêté le 17 février 1944, il sera libéré dans le train fantôme le 3 septembre suivant.

(68) À notre connaissance, au moins deux missions envoyées par la Sûreté de l'Etat se sont chargées du problème. La première est celle du capitaine-commandant de réserve Jules Guillery alias *Nelly*, parachuté le 8 février 1944 qui « dirigeait l'action de tous les groupements autres que l'AS et assurait leurs liaisons avec l'AS » (Office Central de la Matricule, dossier personnel). La deuxième fut accomplie par le lieutenant Rolin à partir du 2 juin 1944 sous le pseudonyme de *Huguette*. *Nelly* réussit, dès la mi-mai 1944 à regrouper au sein d'un Comité National de coordination (CNC) quatre organisations à savoir, l'AS, le groupe *G*, le MNB et le FI (Extrait du rapport de *Huguette*. CREHSCM, *Papiers Ugeux*, 370).

On doit à ce stade, mettre deux éléments en exergue. Deux des groupements composant l'organisation *Claudius*, le MNB et le groupe G, ont été durement frappés par la police allemande en ce début 1944; à cette même époque, les cadres de l'AB, particulièrement à Anvers, ont aussi été sévèrement touchés. L'AB et le FIL ne s'accordent pas sur le problème du maintien de l'ordre à la Libération; on espère qu'un délégué de Londres pourra leur faire entendre raison; c'est la mission confiée aux agents Guillery et Rolin qui vont tenter de regrouper les mouvements principaux au sein d'un Comité National de coordination (CNC).

Iago entre dans le vif du sujet

La date exacte n'en est pas connue, mais on peut estimer que l'équipe *Scipion* sera à Anvers vers la fin février 1944. *Regan* s'installe à l'Université Coloniale comme étudiant se préparant à rejoindre le Congo Belge après la guerre. Il y séjournera pendant six semaines sous le nom de Albert Lauwers.

Etant donné qu'une grande partie de l'agglomération fonctionne sur courant continu, il est difficile de trouver des emplacements d'émission en nombre suffisant. *Regan* éprouve, au début, quelques difficultés à entrer en contact avec sa base. Un système de surveillance des émissions est mis en place; il doit, à un certain moment, être remanié à cause d'arrestations opérées par la police allemande ⁽⁶⁹⁾.

L'activité portuaire dépend principalement des Ingénieurs du port, de la Capitainerie, du pilotage et des pompiers. Il est essentiel de garder le contact avec ces organismes car le fonctionnement des installations dépendant d'eux, les Allemands les laisseront en place le plus tard possible.

Iago a vu, à diverses reprises K. Bollengier, ingénieur en chef du port, qui aura en main la direction du personnel technique le moment venu. C'est à lui que l'Amirauté devra s'adresser. Cet homme est tellement précieux qu'il faudra éviter de le découvrir prématurément. C'est probablement pour cette raison que nous n'avons trouvé aucune trace d'appartenance à un mouvement de Résistance de ce haut responsable dont les activités en vue d'assurer la sauvegarde du port furent importantes en liaison tant avec *Iago* que, suivant ses dires, avec l'AB.

(69) Le poste de *Lining* fonctionnant sur courant alternatif, il fallut donc rechercher les endroits de l'agglomération anversoise alimentés en conséquence. Les émissions se firent à Mortsel, Oude God, Deurne et Edegheem, la boîte aux lettres restant à l'Université Coloniale. Après les difficultés du début, les transmissions fonctionnèrent normalement. *Lining* expédia 13 messages et en reçut 19 avant la fin de la mission *Scipion*, le 23 avril 1944. Renseignements fournis par Wilfred Waddington les 16 et 28 juin 1989.

De plus, des entretiens qu'il eut avec des représentants de la Résistance au sein de l'administration du port, *Iago* acquit la conviction qu'ils étaient en rapport avec l'AB depuis un certain temps déjà ⁽⁷⁰⁾.

Les dockers sont aussi organisés et pris en main par le groupe *Witte Brigade Fidélio* ⁽⁷¹⁾.

Le 27 février 1944, de Liedekerke établit un premier rapport ⁽⁷²⁾ d'où il ressort que l'AB s'occupe activement de la question de la sauvegarde du port. Cette organisation dispose à Anvers de cadres d'une qualité supérieure malgré les lourdes arrestations qui l'ont frappée. Ces arrestations opérées en janvier et février ont quelque peu désorganisé la zone mais un nouveau commandant, le major de réserve Gaston Mesmaekers a pris efficacement la relève ⁽⁷³⁾. *Iago* s'est donc abouché avec le commandant de la zone en vue de lui communiquer le plan de *counterscorching* et de lui exposer les priorités et le partage des responsabilités. C'est, estime-t-il, ⁽⁷⁴⁾ « la seule méthode logique de procéder bien que la règle du cloisonnement me l'interdise ».

Iago ira plus loin. Les informations recueillies l'incitent à renouer avec Jean del Marmol, un des adjoints du colonel Bastin, commandant de l'AB ⁽⁷⁵⁾, à la suite de quoi, plusieurs réunions se tiendront à Bruxelles à l'état-major de l'AB. Le lieutenant Urbain Reniers, chef du service génie de la zone y assistera. *Iago* expose le but de sa mission et les directives qu'il a reçues. Il est décidé d'exécuter conjointement le programme élaboré par Londres. Le rôle de *Iago* se limitera désormais à découvrir des contacts et des moyens nouveaux. À la suite de cette décision, Urbain Reniers deviendra chef du secteur autonome d'Anvers où il succédera au capitaine-commandant de réserve Maurice Beauvois arrêté le 12 février 1944.

(70) Ceci confirme l'information donnée le 28 janvier 1944 par le colonel Marissal au sujet des contacts établis entre l'administration du port et l'AB.

(71) Le groupement *Witte Brigade Fidélio* fut créé à Anvers en 1940 par le capitaine de réserve Marcel Louette, directeur des écoles communales d'Anvers. *Fidélio*, pseudonyme de Marcel Louette, sera arrêté le 9 mai 1944 et libéré le 23 avril 1945. Son arrestation va désorganiser le mouvement et l'empêcher de prendre une part très active aux opérations.

(72) Note de *Scipion* sur *Un*, datée du 27.II.1944 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a). *Un* désigne Anvers.

(73) La zone II et particulièrement Anvers ont payé un lourd tribut à la police allemande. Ont été arrêtés successivement, en 1943, les colonels BEM Paul Housmans et IFM Jean Brosius premiers commandants de la zone. Le 24 janvier 1944, c'est au tour de leur successeur, le capitaine-commandant Guy de Lhonneux de tomber aux mains des Allemands; le major Gaston Mesmaekers lui succédera. Enfin, dans la nuit du 11 au 12 février 1944, les capitaines-commandants de réserve Eric Dossain et Maurice Beauvois, respectivement commandants de la province et d'Anvers-Ville, seront à leur tour appréhendés. À l'exception de Guy de Lhonneux, tous paieront de leur vie leur activité patriotique.

(74) Comme n. 72.

(75) De Liedekerke avait déjà rencontré del Marmol, alias *Jani Jean*, lors de la première mission qu'il avait accomplie en Belgique en mars 1942.

Iago aura également des contacts avec les trois groupes locaux anversoïses qui font partie de l'organisation *Claudius*; c'était, en somme, sa mission primaire ⁽⁷⁶⁾.

Le chef local du groupe *G* ayant été arrêté, fin février, le groupe est quelque peu désorganisé. De toute manière, *Iago* l'estime peu important et pense qu'il serait plus utile dans le domaine du renseignement.

Le MNB a été décapité lors des arrestations massives qui ont frappé le mouvement fin février. Des mesures sont cependant prises pour sa reconstitution.

Le FIL est surtout actif dans le Limbourg où il a fait du bon travail de sabotage; son activité est limitée par le manque de moyens. Il connaît quelques difficultés internes.

Iago estime donc que l'AB est la mieux à même de remplir la mission de *counterscorching*. Il en fait part à Londres dans plusieurs messages ⁽⁷⁷⁾ et notamment, dans celui du 21 avril envoyé l'avant-veille de son départ pour la Grande-Bretagne : « *Counterscorching handed over to AB (.) Repeat AB.* »

Idès Floor, agent de la Sûreté de l'Etat, parachuté le 11 avril 1944, conte dans son rapport de fin de mission qu'il a vu *Scipion* huit jours après son arrivée, donc peu de temps avant le retour de ce dernier. Il lui confia ⁽⁷⁸⁾ : « *...his mission had fallen flat due to the fact that the Armée Secrète had already laid the basis of an organisation to deal with the matter of counterscorching at the port of Antwerp.* »

Quelle est la situation du port au moment où la mission *Scipion* se termine ? Dans son rapport de fin de mission, *Iago* distingue entre les points, le matériel et le personnel vulnérables ⁽⁷⁹⁾.

Parmi les points vulnérables, il cite les approches du port, le port lui-même, le grand tunnel et les *Blockships*. Les informations sur les approches telles que profondeur des passes, entretien par dragage seront transmises par le service de renseignement pour éviter le double emploi. En ce qui concerne le port lui-même, on est bien conscient de l'importance de protéger les quais ainsi que les quatre écluses. Au moment du départ de *Iago*, aucun travail de minage n'a été entrepris. Les Allemands ont prévu une double destruction pour le grand tunnel. L'une par minage sur la rive gauche qui provoquerait l'effondrement du tunnel; les fourneaux de mines ainsi que les canaux devant servir aux gaines des cordeaux de mise à feu

(76) Rapport de fin de mission *Iago*, 3.VI.1944, p. 9 (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(77) Messages échangés entre Londres et *Scipion* (*Ibidem*).

(78) Extrait du rapport de mission *Dardanius* (*Idem*).

(79) Rapport de fin de mission *Iago*, 3.VI.1944, p. 6-8 (*Idem*).

sont creusés; il sera difficile, une fois les charges placées d'empêcher leur mise à feu car la rive gauche est fortement occupée. L'autre procédé consiste à inonder le tunnel en les reliant à la canalisation principale des égouts de la ville; on espère que cette mise sous eau pourra cependant être évitée grâce aux complicités existant à l'administration de la ville. Aucun *blockship* n'a été signalé; leur destruction éventuelle dépendra de l'envoi de mines magnétiques.

Parmi le matériel vulnérable figurent deux dragues de rivière, trois dragues de bassin, une dizaine de grues flottantes et quelques bigues; ce matériel pourra probablement être épargné.

Le rapport énumère enfin la liste du personnel vulnérable : pilotes du fleuve, personnel hydrographe, personnel des dragueurs, chef éclusier et ses principaux adjoints, pilotes de bassin, capitaine de remorqueurs. Tout ce personnel est dévoué, essaiera de rester en place et de se soustraire aux mesures éventuelles de déportation. Il obéira aux ordres de K. Bollengier, ingénieur en chef du port, lui-même en liaison avec le commandant local de l'AB.

Rentré à Londres, de Liedekerke propose quelques mesures à prendre pour assurer le succès de l'opération. Il suggère tout d'abord que l'officier responsable du problème à la Sûreté de l'Etat passe à la 2^{ème} Direction de qui dépend l'AB; il devra être assuré d'avoir une bonne liaison avec l'Amirauté, le service de renseignements *Zéro* et l'AB.

Le service *Zéro* continuera à transmettre les renseignements sur la situation du fleuve tandis que le secteur autonome d'Anvers de l'AB se chargera du *counterscorching*.

Il faudra pourvoir le secteur d'Anvers en matériel tel que explosifs, mines magnétiques, armement. Ce matériel peut être parachuté soit au Limbourg soit en Hainaut et être acheminé par voie fluviale vers Anvers.

Enfin, il est essentiel que, lors de la libération une prompte liaison soit établie avec le chef local de l'AB et avec l'ingénieur en chef.

La réaction de Londres

Le chef de la mission *Scipion* regagne la Grande-Bretagne le 30 mai; le 3 juin, il rédige son rapport de fin de mission auquel nous nous sommes référés dans les pages précédentes⁽⁸⁰⁾. Mais les autorités compétentes n'attendent pas de disposer de ce document pour prendre leur décision.

(80) Comme n. 60.

Le 22 avril, le lieutenant-commander Johns adresse au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat une note dans laquelle il tire les enseignements des informations reçues⁽⁸¹⁾. Il rappelle tout d'abord, que l'intention initiale était bien de confier la mission de *counterscorching* à l'organisation *Claudius*. Cependant dès son arrivée à destination, *Iago* fit connaître l'excellent travail accompli à Anvers par les Troupes Secrètes et indiqua qu'elles étaient aussi probablement mieux organisées pour prendre le problème en main dans les autres ports⁽⁸²⁾. Ceci est d'ailleurs confirmé par *Montano*, pseudonyme de Henri Neuman, au retour d'une mission accomplie en Belgique⁽⁸³⁾.

Johns ajoute que le SOE a reçu un message de *Iago* annonçant son retour et signalant qu'il avait remis sa mission à Anvers aux Troupes Secrètes⁽⁸⁴⁾. Il continue comme suit : « *We shall undoubtedly have to wait for his arrival (Iago) to have his reasons for this action but no doubt they are good ones* ».

Il souligne en terminant, que ce qui compte sur le terrain, c'est de battre l'ennemi par les moyens les plus appropriés; c'est également, ne l'oublions pas, ce que pensait *Iago*, pourtant fondateur de l'organisation *Claudius*. Cette décision est de bonne augure pour les futures relations entre les deux groupes, entendez par là, l'organisation *Claudius* et les Troupes Secrètes.

Le 28 avril, le problème est étudié d'une manière approfondie lors d'une réunion SOE-2ème Direction où l'on retrouve entre autres le lieutenant-commander Johns et le colonel Marissal. Les interlocuteurs constatent donc que la mission *counterscorching* a été reprise par les Troupes Secrètes à qui *Iago* a remis toute la documentation en sa possession.

A la suite de nombreux échanges de vue, il est décidé qu'un message sera envoyé au commandant de l'AB dans lequel on lui prescrira de prendre des dispositions analogues pour les autres ports. On enverra aussi à *Osrice* une copie de l'ordre spécial n° 4 qui avait été annulé le 14 février⁽⁸⁵⁾.

Le même jour, le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat adresse une lettre au chef de la 2ème Direction qui ne fait que confirmer les décisions prises, dont il se réjouit⁽⁸⁶⁾.

(81) Lettre du 22.IV.1944 du lieutenant commander Johns au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat, intitulée *Counterscorching* (UFAS, Documents SOE-PWE, 40b).

(82) Johns fait probablement allusion aux messages suivants : 13 mars 1944 : «...Stop(.) Excellent travail par AB (Armée Secrète) (.) Stop...»; 1er avril 1944 : «...Stop(.) Pour *counterscorching* ports autres que Anvers envoyer émissaires AB» (UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(83) Henri Neuman fut parachuté en Belgique le même jour que de Liedekerke. Tous deux prirent contact en même temps avec *Hector II*.

(84) Il s'agit du message du 21 avril 1944 : «*Counterscorching handed over tot AB...*» (Messages échangés entre Londres et *Scipion*. UFAS, *Agents de la Sûreté de l'Etat*, 37a).

(85) Procès-verbal de la réunion du 28.IV.1944 (UFAS, Documents 2ème Section du MDN, 35).

(86) Lettre du 28.IV.1944 adressée par le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat au chef de la 2ème Direction du MDN (*Ibidem*).

Le 1er mai, le message annoncé lors de la réunion du 28 avril est envoyé au commandant de l'AB; en voici le texte intégral (87) : « Mission envoyée à Anvers pour organiser contre-mesures de destruction des installations portuaires a fait savoir que tout avait été parfaitement organisé par Troupes Secrètes de cette ville. Stop. Par conséquent, mission a remis instructions détaillées à ces dernières; êtes-vous au courant. Stop. Dans l'affirmative faites-nous rapport succinct et transmettez vives félicitations aux exécutants. Stop. Pouvez-vous organiser mêmes dispositions aux ports de Gand, Bruxelles, Bruges, Ostende, Zeebrugge. Stop. Nous vous envoyons ordre spécial numéro douze à ce sujet ainsi que documentation ».

Ce même 1er mai, le chef de la section *Low-countries* du SOE répond à la lettre que lui a adressée le Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat le 28 avril (88). La première intention, écrit-il, était de ne considérer que le seul port d'Anvers; mais, suite à la réunion tenue le 28 avril, il fut décidé de confier la même mission aux Troupes Secrètes dans les autres ports belges.

Le SOE a donc, sans tarder, entériné les décisions prises sur le terrain par cet agent remarquable qu'est Philippe de Liedekerke lui témoignant ainsi une confiance amplement justifiée (89). Reste maintenant, à passer aux mesures d'exécution.

Une première a déjà été prise par l'envoi, le 1er mai, du message au commandant de l'AB. Ce même jour, est préparé l'ordre spécial n° 12 (90) qui

(87) Messages envoyés à *Csric*. Message à *Csric* via *Rucksack* n° 97 du 1.V.1944 (CDH, *Archives 2ème Section du MDN*, T3).

(88) Lettre adressée le 1.IV.1944 par le lieutenant-commander Johns au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat (UFAS, *Documents SOE-PWE*, 40b); Nous ne possédons pas la lettre du Haut Commissaire à Johns du 28.IV.1944 et portant le numéro 1484/1547.

(89) Les agents composant la mission *Scipion* étaient, il faut le souligner, deux êtres exceptionnels. En ce qui concerne *Iago*, l'organisateur, cette mission était la troisième qu'il accomplissait en Belgique. A notre connaissance, c'est un record partagé avec André Wendelen. Ces trois missions très importantes furent accomplies avec succès. La première date du début de mars 1942; il devait prendre contact avec la LB et ramener son chef en Grande-Bretagne, ce qu'il fit. La deuxième, nous l'avons vu, se déroula à la mi-1943; il s'agit de la mission *Claudius*. Pour ce qui est de la mission *Scipion*, il faut souligner la lucidité et le courage de l'agent qui, sur place, prit une telle responsabilité (Voir à ce sujet, le bulletin n° 26 du 3e trimestre 1989, p. 21 à 31, de la revue des croix de guerre du Brabant). Philippe de Liedekerke est titulaire de la croix de guerre avec quatre palmes, chose rare. L'opérateur radio *Regan* ou *Lining* dont c'était la deuxième mission fut aussi remarquable que son chef. Il fonctionna à Anvers et dans la région, sans discontinuer, depuis la fin février 1944 jusqu'à la Libération. En effet, après le départ de *Iago*, le 23 avril, il resta sur place et opéra au bénéfice d'agents en mission pour la Sûreté de l'Etat: Jules Guillery, alias *Nelly* (voir n. 68), Jules Rolin, alias *Hugnette* (voir n. 59), le groupe *Nola*, Georges Marchand du groupe *G*, alias *Delthines*, André Wendelen, alias *Odette*, Socrate qui était le service d'aide aux réfractaires, Heffinck du groupe *G*, alias *Françoise*, Fernand Demany, alias *Roland* et Marcel Grégoire, alias *Denville*, ces deux derniers appartenant au FI. La plupart de ses correspondants séjournaient à Bruxelles; on avait mis soigneusement au point un système de courrier journalier entre eux et la boîte aux lettres de *Lining*. Pendant cette période, il reçut 368 messages et en expédia 346. Nest-ce pas un record de durée et d'efficacité ?

(90) Voir Annexe III.

n'est, en somme, que la copie conforme de l'ordre spécial n° 4 établi quatre mois plus tôt et annulé le 12 février 1944. Le 9 mai 1944, Londres adresse un message au commandant de l'AB lui annonçant que ce document lui sera parachuté sur la plaine « Barbuë » de la zone I, ce qui sera fait ⁽⁹¹⁾. *Osrlic* en accusera réception le lendemain.

Suite à une demande de l'Amirauté en date du 8 juillet 1944, la 2ème Direction établit le 27 du même mois, l'ordre spécial n° 15 sur la protection des installations portuaires de Gand et Bruges donnant les installations vitales à préserver et la priorité à observer dans l'ordre des tâches. Cet ordre sera acheminé par la mission *Phrynia-Eros* parachutée sur la plaine « Piano » de la zone IV la nuit du 4 au 5 août 1944 ⁽⁹²⁾. Le commandant de l'AS en accusera réception le 6 août ⁽⁹³⁾.

La 2ème Direction restera évidemment en contact avec l'état-major de l'AB (plus tard AS) par le biais du SOE.

Dès le 8 juin 1944, l'état-major de l'AS transmet à Londres des informations sur les dispositifs de destruction préparés par les Allemands et sur les mesures prises pour les contrecarrer; elles seront assorties de demandes pressantes pour la fourniture de matériel de sabotage adéquat ⁽⁹⁴⁾.

Le 3 juillet, *Osrlic* annonce que l'équipe nécessaire est constituée à Bruges et va l'être à Gand ⁽⁹⁵⁾.

A plusieurs reprises, en juillet et août, l'AS mettra l'état-major interallié au courant des préparatifs allemands à Anvers et des contre-mesures envisagées.

5. L'ARMÉE SECRÈTE PREND LE RELAIS

C'est le 1er juin 1944 que l'Armée de Belgique, après s'être appelée Légion Belge de 1940 à la fin 1942, prend sa dénomination définitive

(91) Message n° 29 du 9.V.1944 adressé à *Osrlic* via *Mitten* : « Envoyons sur *Barbuë* deux boîtes de petits pois dans lesquelles sont camouflés primo ordre spécial n° 12 avec annexes... » (CDH, *Archives 2ème Section du MDN*, T3).

(92) Message n° 57 du 2.VIII.1944 adressé à *Osrlic* (*Ibidem*). Cette mission comprend les agents Léon Servais, alias *Liliane* et Louis De Coene, alias *Reel*.

(93) Messages adressés à Londres par le commandant de l'AS. Message n° 4 du 6.VIII.1944 : « Opération sur *Piano* réussie. *Liliane* et *Reel* ont remis les ordres 14, 15, 16, 17... » (CDH, *Archives 2ème Section du MDN*, T4).

(94) Messages n° 57, 58, 59 du 8.VIII.1944 (*Ibidem*).

(95) Messages n° 77 et 86 du 3.VII.1944 (*Idem*). Message n° 77 : « Joséphine spécialement délégué pour organiser le contre-sabotage ports Gand et Bruges ». *Joséphine* n'est autre que André Berten envoyé en Belgique comme adjoint au sabotage du commandant de l'AS; Message n° 86 : « Contre destruction port de Bruges équipe constituée avec spécialistes du port. Espérons même chose pour Gand... ».

d'Armée Secrète par une décision du gouvernement belge de Londres. Cette date se trouvant pratiquement au centre de la période couverte par ce paragraphe, nous n'utiliserons plus, pour des raisons de facilité, que l'étiquette Armée Secrète (AS).

Quelle est la situation des mouvements de Résistance à Anvers au moment où Philippe de Liedekerke se remet en route pour la Grande-Bretagne après avoir remis purement et simplement à l'Armée Secrète la mission de *counterscorching* ⁽⁹⁶⁾ ?

D'une part, nous savons, par *Iago*, que si l'AS était déjà en relations très suivies avec les organisations du port, d'autres groupes ou personnalités avaient aussi pris des initiatives dans ce sens.

Le groupe *Witte Brigade Fidelio*, fondé par le capitaine de réserve Marcel Louette, avait regroupé une partie des dockers ⁽⁹⁷⁾.

De son côté, le capitaine de marine Eugène Colson, dit *Harry* du Mouvement National Royaliste (MNR), ayant une connaissance parfaite du port d'Anvers, avait réuni des marins, pilotes, débardeurs dont l'action devait, le moment venu, empêcher la dévastation des installations portuaires.

Notons qu'aucun de ces deux groupes ne fait partie de l'organisation *Claudius*.

D'autre part, nous savons également que divers groupements de Résistance représentés à Anvers étaient en contact.

Par exemple, un « Comité de Défense de l'Armée de Belgique » créé en 1943, par le capitaine-commandant de réserve Norbert Laude, recteur de l'Université Coloniale, entretenait des relations avec, entre autres, l'abbé Joseph Mogenet, dit *Gillain*, responsable du groupe *G*, le RP Van de Kerckoff chef du Mouvement National Belge (MNB) et, avant son arrestation, le 9 mai 1944, Marcel Louette de la *Witte Brigade* ⁽⁹⁸⁾. Ce comité, en rapport avec le baron Holvoet, ex-gouverneur de la province, avait comme objectif principal le rétablissement immédiat et le strict maintien de la légalité à l'heure de la Libération.

(96) Déclaration faite à l'auteur par Wilfred Waddington le 16.VI.1989. De Liedekerke lui aurait dit que, tenant compte des initiatives déjà prises par l'AS et les responsables du port, il se demandait ce qu'il faisait encore à Anvers.

(97) Voir n. 71.

(98) R. ANCIAUX, *Rapport sur l'activité en septembre-octobre 1944 du Comité de Coordination d'Anvers*, 30.XII.1944 (UFAS, Anvers. Université Coloniale, 79).

Mais, au moment où *Iago* quitte la Belgique, les groupements anversois se remettent difficilement des coups portés contre eux par la police allemande. L'AS a été durement touchée en janvier et février dans le chef de ses principaux responsables locaux (99). Le chef de la *Witte Brigade* est arrêté le 9 mai (100).

A l'échelon national, Witold Lobet, Jean Burgers et Raymond Defonseca commandants respectivement de l'organisation *Claudius*, du groupe *G* et du MNB tombent aux mains de la police allemande avec certains de leurs adjoints. Ces arrestations auront inmanquablement des répercussions à Anvers.

Avant que *Iago* ne rende, en détail, compte de sa mission, les autorités belges de Londres ont entériné son initiative. Cette approbation se matérialisera, nous le savons, par le message du 1er mai (101) et l'envoi de l'ordre spécial n° 12 dont l'état-major de l'AS accuse réception le 10 mai 1944.

LE COMMANDEMENT AUTONOME D'ANVERS

Rappelons que, lors de sa création début 1943, la zone II ne couvrait que la seule province d'Anvers. Elle comprenait deux subdivisions dont celle d'Anvers-Ville aux ordres du capitaine-commandant de réserve Maurice Beauvoix. Ce commandement particulier avait été maintenu lorsque, fin 1943, la zone II s'était agrandie de la province du Limbourg.

Jusqu'à la création du commandement autonome d'Anvers, le secteur Anvers-Ville dépendait du commandant de province, puis de zone. Maintenant, il relevait directement de l'état-major de l'AS. La date de sa création n'est pas connue avec précision. On peut cependant la situer début mai après que le commandant de l'AS eut reçu de Londres le message du 1er mai et l'ordre spécial n° 12. On lit en effet dans un rapport du Quartier Général de l'AS (102) : « S'inspirant de ces directives (ndlr le message et l'ordre spécial) l'AS constitua à Anvers un Commandement autonome relevant directement du commandement de l'AS. Mission fut donnée à ce commandement autonome de protéger, en ce qui concerne Anvers... ». Suit la mission confiée à ce nouvel organisme dont le lieutenant Urbain Reniers dit *Réaumur* (103) assure le commandement. Une note datée du 8 septembre

(99) Voir n. 73.

(100) Voir n. 71.

(101) Comme n. 87.

(102) *Rapport sur les mesures d'anti-destruction du Port d'Anvers*, 18.X.1944, p. 1 (UFAS, Anvers. Sources AS. Quartier-général de l'AS, 73).

(103) C'est Londres qui, dans son message n° 61 du 16.VI.1944 (CDH, Archives 2ème Section du MDN, T3) communique le nom de campagne de Reniers : « ...nom de campagne du chef du port d'Anvers sera Réaumur... ».

1944 du commandant en chef de l'AS *confirme* la mission attribuée au lieutenant Reniers. Il devait préparer et exécuter les opérations en vue d'empêcher la destruction du port et coordonner son action avec celle des groupements civils poursuivant le même but; Reniers relevait directement du commandement de l'AS ⁽¹⁰⁴⁾.

La mission

Il s'agissait de protéger les accès au port, les quais, les écluses, les installations pétrolières et de force motrice, le matériel flottant, les tunnels. D'autres mesures complémentaires étaient aussi envisagées ⁽¹⁰⁵⁾.

Les accès au port devaient rester libres. L'ennemi disposait de deux moyens pour bloquer les passes de l'Escaut : les bateaux bloqueurs et les mines. Il fallait donc repérer et rendre inutilisables les *blockships*. En ce qui concerne les mines, on ne pouvait que signaler leur emplacement.

Le travail d'anti-destruction des quais visait en ordre principal ceux qui étaient situés entre le pilotage et les installations pétrolières du sud, c'est-à-dire les quais 17 à 25. En vue de permettre l'accostage, le haut commandement interallié demandait de maintenir intacte une longueur minimale de 200 mètres (non contrôlée).

En ce qui concerne les écluses, les installations pétrolières et de force motrice, la mission prévoyait tout simplement de les garder intactes. Ces dernières incluaient les stations électriques fournissant la force motrice. De même, il fallait prendre des mesures pour éviter la destruction et l'enlèvement du matériel flottant.

(104) Note du 8.IX.1944 adressée au lieutenant Reniers par le commandant en chef de l'AS (UFAS, *Anvers*, 134) : « J'ai l'honneur de vous *confirmer* à toutes fins utiles la mission qui vous a été confiée (il s'agit donc bien de la confirmation écrite d'un ordre donné verbalement à Reniers en mai 1944 au moment de la constitution du commandement autonome d'Anvers) : 1) Préparer les opérations à exécuter pour empêcher la destruction du port d'Anvers par les Allemands; 2) En assurer l'exécution; 3) Vous mettre en rapport avec les groupes civils qui poursuivraient un but analogue et coordonner tous les efforts; 4) Entrer en rapport avec les autorités civiles; 5) Votre commandement s'étend sur le port et la ville jusque et y-compris la ligne des forts Merksem I à VIII; 6) Vous relevez directement du Commandant de l'AS. » — Urbain Reniers est né à Berchem le 26 octobre 1906. Il entre en 1925 à l'École militaire avec la 86^{ème} promotion artillerie-génie et en sort, sous-lieutenant du génie en 1929. Il sert au 2^{ème} régiment du génie. En 1940, il est lieutenant à l'École du génie. Recruté pour la LB en décembre 1940 par le lieutenant-colonel Housmans, il devient chef du service génie de la zone II. Il accomplit ses diverses missions tout en étant au service du commissariat provincial à la restauration du pays. Il vit dans la clandestinité complète à partir de la fin février 1944, c'est-à-dire, en fait, après avoir pris contact avec Jago. Colonel en 1955, général-major le 1^{er} janvier 1962, il meurt le 28 juin 1962.

(105) Compte rendu des opérations d'Anvers, 23.X.1944, p. 1 et 2 (UFAS, *Anvers Sources AS Quartier-général de l'AS*, T3).

Le grand tunnel devait rester intact. On estimait cependant, le cas échéant, comme solution satisfaisante la remise en état endéans les huit jours.

Le programme complémentaire prévoyait des mesures particulières relatives au port et à la ville même. Dans le port il fallait éviter la destruction des ponts, du matériel d'exploitation; on devait également repérer et détruire les liaisons téléphoniques et télégraphiques allemandes, isoler la garnison du port, maintenir en place le personnel technique spécialisé. En ville, on prévoyait la sauvegarde des installations d'utilité publique d'importance vitale, le repérage et la destruction des moyens de liaison des Allemands, l'attaque des quartiers-généraux.

L'organisation

L'état-major du Commandement autonome comprenait cinq sections ⁽¹⁰⁶⁾.

La première section était chargée des opérations.

La deuxième section s'occupait du renseignement. Elle était constituée par du personnel technique du port et de la ville. En outre, un détachement spécial chargé de recueillir des renseignements d'ordre général était en liaison avec des officiers allemands. Il réussit à s'approprier, par cette voie, divers documents importants, notamment des plans de liaisons téléphoniques.

La troisième section veillait à la fabrication de faux papiers d'identité, de transport et autres.

La quatrième section se chargeait des problèmes de coordination. Elle était en relation avec les groupements de résistance suivants : MNR, groupe G, FI, *Witte Brigade Fidelio*. Il fut convenu avec les responsables de ces mouvements que, le moment venu, cette quatrième section se muerait en un comité de coordination qui, sous la houlette de l'Armée Secrète, dirigerait les opérations.

La cinquième section enfin était un organe technique qui regroupait des ingénieurs du port, de la ville et des installations d'utilité publique. Elle avait pour but de recueillir les informations concernant la situation du port et des services publics importants, d'établir le relevé des matériels flottants disponibles et des ressources locales, de renseigner les troupes alliées sur tous les problèmes techniques rencontrés.

(106) *Compte rendu...*, p. 2, 3 et 4 (*Ibidem*).

Les moyens

Ainsi qu'on va le voir, on ne pouvait compter essentiellement que sur les moyens du bord ⁽¹⁰⁷⁾. En effet, malgré l'importance attribuée au port d'Anvers, la zone II fut, comme sa voisine la zone III (deux Flandres), considérée comme parent pauvre dans l'attribution des opérations de parachutage. Sur les 59 opérations exécutées du 3 mars au 6 juin 1944, au cours desquelles 769 containers furent largués, deux seulement avec un total de 27 containers le furent au bénéfice de la zone II. C'est l'équipe André Falesse-Marcel Becquaert, alias *Satchel-Bracelet*, parachutée la nuit du 30 avril au 1er mai près de Fumal (Hesbaye) qui les réceptionna dans le Limbourg les 31 mai et 6 juin 1944 ⁽¹⁰⁸⁾. Le matériel qui était destiné à Anvers fut entreposé à Rekem; il devait être acheminé à bord d'une péniche. Le 25 juin 1944, date prévue pour le transport, les Allemands, avertis, intervinrent, arrêtrèrent les deux agents et s'emparèrent du matériel.

Les explosifs disponibles comprenaient des bombes anglaises récupérées avant l'intervention des services allemands, quelques bombes Van Deuren enlevées des fossés des forts, du matériel volé aux Allemands, acheté dans le commerce noir ou de provenance anglaise fourni par le groupe G. Les artifices et moyens de mise à feu existaient en quantités surabondantes; leur provenance était la même que celle des explosifs.

Le stock d'armes était dérisoire: 4 mitraillettes, 35 révolvers, une cinquantaine de grenades Mills achetées dans le commerce.

Les mines anti-chars et les clous à quatre pointes étaient construits en atelier.

Enfin, les patelles ⁽¹⁰⁹⁾ destinées à Anvers ont été saisies par les allemands. Des patelles de fortune furent fabriquées sur place.

LES PREMIERES MESURES

Pour bien situer le problème, il n'est, pensons-nous, pas inutile de faire un court rappel géographique.

(107) Comme n. 106.

(108) André Falesse était l'organisateur adjoint au commandant de la zone II; Marcel Becquaert lui servait d'opérateur radio. Une de leurs missions consistait à organiser des parachutages. Le 31 mai, 15 containers tombaient sur la plaine *Cheval*, le 5 juin, 12 containers étaient largués sur la plaine *Gazelle*. Toutes deux étaient situées dans le Limbourg, la première, au sud-ouest de Rekem, la seconde près de Opgrimbie.

(109) La patelle est une mine magnétique. Elle tire son nom d'un mollusque qui vit fixé aux rochers.